



CENTRE HOSPITALIER JULES ROUSSE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE SURVEILLANCE DU CENTRE HOSPITALIER JULES ROUSSE DE TARASCON SUR ARIEGE

SEANCE DU : 29 novembre 2021
Président de séance : Monsieur Alain SUTRA

Membres titulaires avec voix délibérative :

Monsieur Alain SUTRA	<input checked="" type="checkbox"/>
Madame Marie-France VILLAPLANA	<input checked="" type="checkbox"/>
Monsieur Philippe PUJOL	<input checked="" type="checkbox"/>
Madame Marielle CONQUET-GABRIÉ	<input checked="" type="checkbox"/>
Monsieur Bruno ANEL	<input checked="" type="checkbox"/>
Monsieur Christian CHEVALIER	<input type="checkbox"/> Excusé
Madame Claudine AMIEL	<input type="checkbox"/> Excusée
Monsieur Denis DENJEAN	<input checked="" type="checkbox"/>
Madame Marie-Christine SANS	<input checked="" type="checkbox"/>

Membres titulaires avec voix consultative :

Madame Marie DUNYACH	<input checked="" type="checkbox"/>	
Monsieur Pierre RICORDEAU	Représenté par Mme Marie-Odile AUDRIC-GAYOL – ARS	<input checked="" type="checkbox"/>
Madame Neïla TROTABAS	<input type="checkbox"/> Excusée	

Invités :

Madame Catherine COLETTE	<input checked="" type="checkbox"/>
Monsieur Olivier OOGHE	<input checked="" type="checkbox"/>
Monsieur Laurent BENAÏOUN	<input type="checkbox"/> Excusé
Madame Nathalie SANMARTIN	<input checked="" type="checkbox"/>
Madame Virginie CHATEAU	<input checked="" type="checkbox"/>
Madame Edith IZQUIERDO-JAIME	<input checked="" type="checkbox"/>
Madame Claude LAGARDE	<input checked="" type="checkbox"/>
Monsieur Pierre-Alexandre DE BONO	<input checked="" type="checkbox"/>
Monsieur Fabien CLEMENCEAU	<input checked="" type="checkbox"/>
Monsieur Quentin DUMOULIN	<input type="checkbox"/> Excusé
Madame Nathalie RYCKEBUSCH	<input checked="" type="checkbox"/>

DECLARATION DE PROJET D'INTERET GENERAL

DÉLIBÉRATION N° 2021-03 du Conseil de surveillance du 29 novembre 2021

DELIBERATION pour fixer les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation (article L103-3 du Code de l'urbanisme) dans le cadre d'une procédure de déclaration de projet pour mise en compatibilité du PLU et du SCOT (articles L153-54 et suivants du Code de l'urbanisme)

Monsieur le Président rappelle aux membres présents que le projet de construction d'un établissement neuf nécessite de mettre en compatibilité le PLU de Tarascon-sur-Ariège et le SCOT de la vallée de l'Ariège.

Vu le Code de l'urbanisme et notamment les articles L153-54 et suivants, L 143-44 et suivants, L300-6, L103-2 et suivants, L133-1 et suivants relatifs à la procédure de déclaration de projet pour mise en compatibilité du PLU et du SCOT ;

Vu les articles R153-20, R 153-21 relatifs aux mesures de publicité et d'affichage ;

Vu le schéma de cohérence territorial de la vallée de l'Ariège approuvé le 10 mars 2015;

Vu le plan local d'urbanisme de la commune de Tarascon-sur-Ariège approuvé le 11 avril 2016;

Considérant que le projet revêt un caractère d'intérêt général en ce qu'il :

- Constitue une opération destinée à la reconstruction d'un service public ;
- Présente un caractère immobilier ;
- Est porté par un établissement public.

Considérant que le projet fera l'objet d'une évaluation environnementale ;

Considérant qu'il y a lieu de préciser les modalités de concertation qui seront mises en œuvre (réunions de travail avec les personnes publiques associées, les services de l'Etat et les élus, réunion publique avec les habitants, enquête publique) ;

Considérant que le site actuel de l'hôpital Jules Rousse présente les difficultés suivantes :

- Bâtiment actuel situé en zone PPR ;
- Conception inadaptée aux conditions d'accueil requises pour des personnes âgées ;
- Etablissement difficilement maintenable ;
- Sécurité (Electrique ; incendie ; hygiène) rendue impossible à moyen terme sans de lourds travaux de restructuration bâtiminaire ;
- Accès par une voie pentue et proximité immédiate de la montagne qui nuisent à son accessibilité ;
- Conditions de travail dégradées ;
- Sectorisation des prises en charge, imposée par le profil architectural de l'établissement et compromettant les efforts d'amélioration de l'organisation sur le plan économique.

Le déplacement de l'établissement s'avère donc plus que nécessaire pour y remédier.

Un terrain d'assiette a été finalisé en sortie de commune au lieudit BANAT, secteur « Les Pradals », en contiguïté du Parc de la Préhistoire.

Le choix de ce terrain, mis gracieusement à disposition par le Conseil départemental de l'Ariège, a fait l'objet d'une étude de faisabilité entre 3 implantations potentielles. Le choix de ce site constitue le meilleur compromis en terme d'accueils des résidents, de fonctionnalités et d'enjeu économique.

Après en avoir entendu l'exposé du Président, et en avoir délibéré, le Conseil de surveillance décide :

1. D'engager la procédure de déclaration de projet ayant pour conséquence la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme sur la commune de Tarascon sur Ariège et du schéma de cohérence territorial de la vallée de l'Ariège ;
2. Que les personnes publiques seront associées à la procédure conformément aux articles L132-7 et suivants du Code de l'urbanisme et que la présente délibération leur sera notifiée ;
3. De soumettre à la concertation de la population, des associations locales et autres personnes concernées, la déclaration de projet, conformément aux articles L103-2 et suivants du code de l'urbanisme. Pendant toute la durée de l'étude du projet, les modalités de concertation seront les suivantes : réunions de travail avec les personnes publiques associées, les services de l'Etat et les élus, réunion publique avec les habitants, livret d'information, panneaux d'information, enquête publique) ;
Le bilan de la concertation sera joint à l'enquête publique.
4. Que l'autorité environnementale sera saisie et que son avis sera joint au dossier d'enquête publique ;
5. Qu'il sera organisé une réunion d'examen conjoint conformément à l'article L153-54 du Code de l'urbanisme, avec les personnes publiques mentionnées au L132-7 et suivants du CU. Le procès-verbal de cette réunion sera joint au dossier d'enquête publique ;
6. Conformément à l'article R 153-21 du Code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois, et d'une mention dans un journal d'annonces légales, diffusé dans le département ;
7. Que la délibération sera versée au Géoportail de l'urbanisme conformément à l'article L133-2 à L133-3 du Code de l'urbanisme.

Voix **CONTRE** : 0

ABSTENTION : 0

Voix **POUR** : 6

Le Président,

Alain SUTRA



